



Obama, le blocus contre Cuba et la réforme démocratique

À la veille du vote à l'ONU

Par [Karine Walsh](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2009
25 octobre 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

24 octobre 2009, Conférence d'Arnold August au Forum Social Québécois le 10 octobre 2009

C'est dans le cadre du Forum Social Québécois que se sont réunis une cinquantaine de personnes au Cégep du Vieux Montréal pour assister à la conférence « Obama, le blocus contre Cuba et la réforme démocratique », donnée par Arnold August au nom de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba. August est journaliste et auteur du livre « La démocratie à Cuba et les élections 1997-98 » et travaille actuellement à la rédaction d'un prochain ouvrage qui paraîtra à l'automne 2010 et intitulé «Cuba: La démocratie participative et les élections au XXIème siècle. »



Lors des modifications à la politique étasunienne envers Cuba annoncée en avril dernier par l'administration Obama, celui-ci a prétexté des conditions préalables à la levée du blocus économique, commercial et financier que Washington applique à Cuba depuis 50 ans. Ce faisant, Obama a prononcé à l'endroit de Cuba des mensonges nécessitant une urgente rectification. August a rappelé à l'audience ses propos : « Les cubains ne sont pas libres... il est important d'envoyer un signal que la question des prisonniers politiques, de la liberté d'expression, de la liberté de religion, et de la démocratie [sont] importantes... » Obama a donc mis l'accent sur la nécessité de la démocratie à la base à Cuba.

Même si les principes internationalement reconnus du respect des droits des peuples à l'autodétermination, de la non ingérence et de la souveraineté des États excluent tout jugement d'un autre pays comme les États-Unis vis-à-vis le système politique de Cuba, August a démenti en détail cette accusation d'absence de démocratie en exposant à l'auditoire la réalité dans l'île socialiste en faisant remarqué à Obama: « La démocratie à la base à Cuba a commencé après le coup d'État de Batista en 1952, le coup d'État fasciste qui a mis les militaires au pouvoir et qui a été immédiatement soutenu par les États-Unis. Les semences d'un mouvement à la base se sont développées en 1953, quand Fidel Castro a dirigé un petit groupe de révolutionnaires à l'assaut de la caserne Moncada. La démocratie à la base s'est développée davantage encore dans la période de 1956 à la fin de 1958 où à travers l'île, à partir de la Sierra Maestra, des gens réunis autour de la direction de Fidel Castro et du Mouvement 26 juillet se sont donné le pouvoir politique le 1er janvier 1959. Si M. Obama veut un exemple du développement de la démocratie à la base, il

devrait étudier les évènements à Cuba de 1953 au premier janvier 1959 et tout ce qui s'est passé depuis. La réforme démocratique à Cuba a donc commencé dans la période récente en 1953.»



Puisque Obama se donne le droit de porter un jugement sur le système de Cuba, soi-disant non démocratique, August a cru pertinent de rappeler à l'auditoire la duperie électorale qui a d'abord permis l'élection de Georges W. Bush en 2000 puis sa réélection en 2004, gracieuseté du système informatisé de votation Diebold. En termes de liberté d'expression, August a rappelé à l'auditoire la mésaventure d'un « tweeter » étasunien qui fut arrêté lors du sommet G-20 à Pittsburgh le mois dernier, pour avoir averti des manifestants des déplacements de la police. Le conférencier a aussi souligné le peu d'importance que les médias dominants, en l'occurrence CNN, ont accordé à la couverture des évènements depuis le coup d'État militaire au Honduras le 28 juin dernier. Un silence complice de leur part concernant les causes réelles de l'opposition au président Zelaya ainsi que l'absence d'indignation face à la répression et la violence perpétrées par les militaires au service du gouvernement usurpateur, témoigne que la dénonciation de la violation des droits humains est loin d'être la réelle préoccupation des médias occidentaux.

Dans le dossier des soi-disant prisonniers politiques à Cuba, August a rappelé que les détentions arbitraires actuelles et injustes sont celles de 5 patriotes cubains emprisonnés aux États-Unis pour avoir combattu le terrorisme organisé de Miami. Depuis plus de 11 ans, Gerardo Hernandez, Ramon Labañino, Fernando González, René González et Antonio Guerrero sont privés de liberté pour avoir recueilli des preuves contre des criminels maintenant protégés par le gouvernement étasunien et pour être demeurés loyaux à leurs idéaux socialistes.

À titre de comparaison entre la situation démocratique cubaine actuelle et celle d'avant la révolution de 1959, August a rappelé qu'à cette époque les médias étaient largement contrôlés par l'oligarchie et on disait d'ailleurs que l'ambassadeur des États-Unis était l'homme le plus influent à La Havane.



Alors qu'une personne de l'audience a manifesté le désir de poser un geste concret pour appuyer la bataille du peuple cubain contre le blocus, August a proposé à l'assemblée de voter par applaudissement en faveur d'une requête collective sous forme de lettre ouverte au président des États-Unis, Barack Obama. Suite à une réaction enthousiaste de tous les gens présents, August a donc été mandaté pour transmettre au nouveau lauréat du prix Nobel de la paix, cette requête collective lui offrant une occasion de prouver sa sincérité à l'égard des changements promis en matière de politique étrangère.

Karine Walsh est une militante pour la justice sociale et membre de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba. Elle anime une émission de radio francophone sur la réalité cubaine intitulée *Dimension Cubaine* sur les ondes d'une radio communautaire de Montréal, Radio Centre-Ville (Québec). www.radiocentreville.com

Articles Par : [Karine Walsh](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca